

Note complémentaire à la demande d'examen au cas par cas au titre de l'article L.122-1 et R. 122-2 du Code de l'environnement

Restauration écologique du secteur des étangs
du Pas de l'échelle sur la commune d'Etrembières

Table des matières

1.....	Objet du dossier	2
1.1	Présentation générale du projet	2
1.2	Contexte législatif et réglementaire	4
1.3	Objet de de la demande d'examen au cas par cas	5
2.....	Formulaire n°14734*04 – Demande d'examen au cas par cas	10
3.....	Informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire	10
4.....	Plan de situation à l'échelle 1/25 000	10
5.....	Plan des abords du projet (100 m)	12
6.....	Photographies de la zone d'étude	14
7.....	Plans du projet	14
8.....	Localisation du projet par rapport aux sites Natura 2000	16

Table des illustrations

Figure 1 : Localisation du projet au 1/25 000° (Source : Géoportail)	3
Figure 2 : Plan général du projet	3
Figure 3 : Localisation des grands secteurs d'enjeu au sein du périmètre de l'étude et au travers de l'analyse bibliographique	8
Figure 4 : Préconisation de gestion (Source : Mosaïque environnement)	10
Figure 5 : Situation du projet	11
Figure 6 : Photographie aérienne des abords du site et mentions de l'affectation des terrains et constructions avoisinants et cours d'eau (Source : Google Maps)	13
Figure 7 : Photographies de la zone d'étude (Source : BIOTEC)	14
Figure 8 : Plan de masse du projet	15
Figure 9 : Carte du projet par rapport site Natura 2000 (Source : Suez Consulting)	16

Annexes

Annexe 1 : Informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire
Annexe 2 : Plan masse du projet
Annexe 3 : Diagnostic Faune-Flore-Habitats-Mosaïque Environnement

1. OBJET DU DOSSIER

1.1 Présentation générale du projet

Le projet global porte sur la restauration écologique du secteur des étangs du Pas de l'échelle sur la commune d'Etrembières (74100). L'objectif principal est de restaurer écologiquement l'ensemble du secteur (notamment en restaurant un ancien bras mort, les étangs et la confluence des Eaux belles et de l'Arve) tout en conciliant la fréquentation du site avec les enjeux environnementaux (notamment avec la création de passerelles).

Le projet, initialement visé par une action du CTENS de l'Arve, est parti du constat de la détérioration du site dû :

- À l'absence de gestion ;
- À l'augmentation de la fréquentation ;
- Au non-respect des règles de l'APPB (notamment l'obligation de tenir son chien en laisse) ;
- À la colonisation des espèces invasives.

De nombreuses études ont été réalisées dans le cadre du site Natura 2000 (suivi ornithologique, entomologique, chiroptères, ...) dès l'année 2019 pour permettre d'identifier l'ensemble des enjeux permettant de proposer un projet permettant de favoriser un maximum d'espèces tout en ayant le plus faible impact sur le milieu.

C'est d'ailleurs suite au suivi Blongios réalisé entre 2020 et 2021, que l'un des objectifs a été de créer des zones de quiétudes inaccessibles.

Les actions projetées sont les suivantes :

- Réouverture d'un bras mort sur l'Arve ;
- Déplacement de la digue de fermeture du plan d'eau ;
- Adoucissement des pentes de berges de l'étang ;
- Suppression de la digue existante entre les deux étangs ;
- Création d'un passage en bois sur pilotis entre les deux étangs ;
- Création d'un poste d'observation ornithologique ;
- Dévoiement du ruisseau de la Fontaine Jules César et du ruisseau des Eaux Belles ;
- Création d'un parking perméable (maximum 10 places) pour permettre le réaménagement du stationnement actuellement réalisé au bord des étangs ;
- Création de passerelle pour maintenir des sentiers existants ;
- Construction d'un nouvel ouvrage de vidange du plan d'eau ;
- Création de hauts fonds et îlots végétalisés ;
- Terrassement des dépôts limoneux pour ouverture du gabarit du bras mort ;
- Approfondissement du réseau d'eaux pluviales existant.

Restauration écologique du secteur des étangs du pas de l'échelle sur la commune d'Etrembières



Figure 1 : Localisation du projet au 1/25 000° (Source : Géoportail)

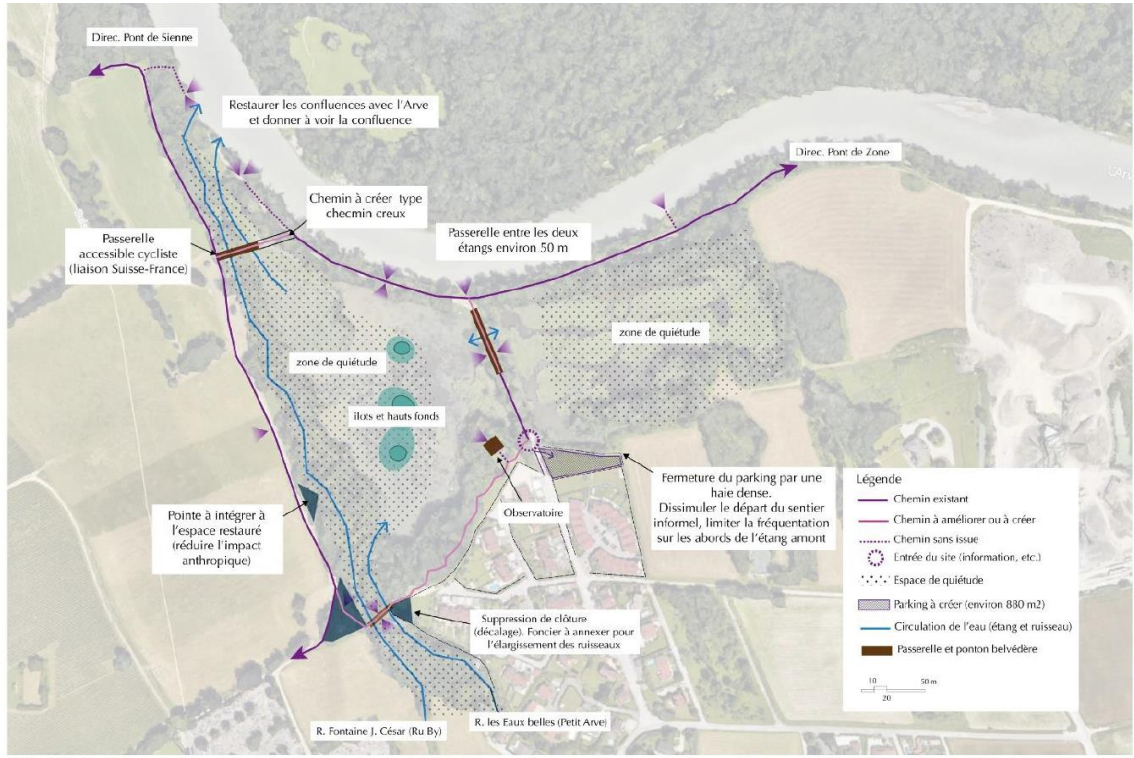


Figure 2 : Plan général du projet

1.2 Contexte législatif et réglementaire

La présente demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale est soumise aux dispositions du code de l'environnement.

L'article L122-1 du Code de l'environnement dispose que :

« (...) II.-Les projets qui, par leur nature, leur dimension ou leur localisation, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine font l'objet d'une évaluation environnementale en fonction de critères et de seuils définis par voie réglementaire et, pour certains d'entre eux, après un examen au cas par cas.

(...) IV.- Lorsqu'un projet relève d'un examen au cas par cas, l'autorité en charge de l'examen au cas par cas est saisie par le maître d'ouvrage d'un dossier présentant le projet afin de déterminer si celui-ci doit être soumis à évaluation environnementale.

Toutefois, lorsque le projet consiste en une modification ou une extension d'activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent des autorisations prévues aux articles L. 181-1, L. 512-7, L. 555-1 et L. 593-7, le maître d'ouvrage saisit de ce dossier l'autorité mentionnée à l'article L. 171-8. Cette autorité détermine si cette modification ou cette extension doit être soumise à évaluation environnementale.

(...) V bis. - L'autorité en charge de l'examen au cas par cas et l'autorité environnementale ne doivent pas se trouver dans une position donnant lieu à un conflit d'intérêts. A cet effet, ne peut être désignée comme autorité en charge de l'examen au cas par cas ou comme autorité environnementale une autorité dont les services ou les établissements publics relevant de sa tutelle sont chargés de l'élaboration du projet ou assurent sa maîtrise d'ouvrage. Les conditions de mise en œuvre de la présente disposition sont précisées par décret en Conseil d'Etat. (...) »

L'article L122-3 du Code de l'environnement ajoute que :

« I. - Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application de la présente section. II. - Il fixe notamment : 1° Les catégories de projets qui, en fonction des critères et des seuils déterminés en application de l'article L. 122-1 et, le cas échéant après un examen au cas par cas, font l'objet d'une évaluation environnementale ; (...) »

L'article R122-2 du Code de l'environnement précise que :

« I. – Les projets relevant d'une ou plusieurs rubriques énumérées dans le tableau annexé au présent article font l'objet d'une évaluation environnementale, de façon systématique ou après un examen au cas par cas, en application du II de l'article L. 122-1, en fonction des critères et des seuils précisés dans ce tableau. (...) »

L'article R122-3-1 du Code de l'environnement précise que :

« I.-Pour les projets relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R. 122-2, le maître d'ouvrage décrit les caractéristiques de l'ensemble du projet, y compris les éventuels travaux de démolition, les incidences notables que son projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine ainsi que, le cas échéant, les mesures et les caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire ses probables effets négatifs notables. Il mentionne, le cas échéant, les termes des plans ou programmes pertinents relatifs aux mesures et caractéristiques des projets susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs de projets sur l'environnement ou la santé humaine.

II.-Ces informations sont renseignées dans un formulaire, adressé par le maître d'ouvrage par voie électronique ou par pli recommandé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas, qui en accuse réception. A compter de la réception de ce formulaire, cette autorité dispose d'un délai de quinze jours pour demander au maître d'ouvrage de le

compléter. A défaut d'une telle demande, le formulaire est réputé complet à l'expiration de ce même délai.

III.-L'autorité chargée de l'examen au cas par cas met en ligne le formulaire mentionné au II dès qu'il est complet.

IV.-L'autorité chargée de l'examen au cas par cas apprécie, dans un délai de trente-cinq jours à compter de la date de réception du formulaire complet, sur la base des informations fournies par le maître d'ouvrage, si les incidences du projet sur l'environnement et la santé humaine sont notables au regard des critères pertinents énumérés à l'annexe du présent article. Le cas échéant, elle tient compte des résultats disponibles d'autres évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables.

L'autorité chargée de l'examen au cas par cas peut solliciter un avis du directeur général de l'agence régionale de santé concerné par le projet. Lorsqu'un projet est susceptible d'avoir des incidences dans plusieurs régions, les directeurs généraux concernés désignent l'un d'entre eux pour coordonner l'élaboration d'un avis commun.

L'autorité chargée de l'examen au cas par cas indique les motifs qui fondent sa décision au regard des critères pertinents énumérés à l'annexe du présent article, ainsi que des mesures et caractéristiques du projet présentées par le maître d'ouvrage et destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables de celui-ci sur l'environnement et la santé humaine.

L'absence de réponse dans le délai mentionné au premier alinéa du présent IV vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

La décision mentionnée au troisième alinéa du présent IV ou, en l'absence d'une telle décision, le formulaire mentionné au II, après apposition de la mention qu'une décision implicite a été prise au titre du présent article, sont publiés sur le site internet de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas (...) »

1.3 Objet de de la demande d'examen au cas par cas

Le projet est concerné par l'alinéa 10 « Canalisation et régularisation des cours d'eau » de l'annexe à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement et la rubrique 47 « Premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion des sols ».

Tableau 1 : Annexe à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement

Rubriques	PROJETS	PROJETS	PROJET
	soumis à évaluation environnementale	soumis à examen au cas par cas	
10 Canalisation et régularisation des cours d'eau		Ouvrages de canalisation, de reprofilage et de régularisation des cours d'eau s'ils entraînent une artificialisation du milieu sous les conditions de respecter les critères et seuils suivants : -installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur	Dévoisement de cours d'eau des ruisseaux de la Fontaine Jules César et des Eaux Belles sur une longueur supérieure à 100 m

		<p>d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m ;</p> <p>-consolidation ou protection des berges, par des techniques autres que végétales vivantes sur une longueur supérieure ou égale à 200 m ;</p> <p>-installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet pour la destruction de plus de 200 m² de frayères ;</p> <p>-installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 100 m.</p>	
--	--	---	--

<p>47</p> <p>Premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion de sols.</p>	<p>A) Défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, égale ou supérieure à 25 hectares.</p> <p>B) Pour La Réunion et Mayotte, dérogations à l'interdiction générale de défrichement, mentionnée aux articles L. 374-1 et L. 375-4 du code forestier, ayant pour objet des opérations d'urbanisation ou d'implantation industrielle ou d'exploitation de matériaux</p>	<p>a) Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare.</p> <p>b) Autres déboisements en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare.</p> <p>En Guyane, ce seuil est porté à 20 ha dans les zones classées agricoles par un plan local d'urbanisme ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale ou, en l'absence d'un tel plan local d'urbanisme, dans le schéma d'aménagement régional.</p> <p>c) Premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare.</p>	
---	--	--	--

Le présent dossier constitue la demande d'examen au cas par cas au titre de l'article L.122-1 et R. 122-3 du Code de l'environnement.

Suite au dépôt de la présente demande et du formulaire complet, l'autorité chargée de l'examen au cas par cas appréciera, dans un délai de trente-cinq jours à compter de la date de réception, si les incidences du projet sur l'environnement et la santé humaine sont notables et si le projet nécessite une évaluation environnementale.

2. PRESENTATION DU PROJET

2.1 Etat actuel et enjeux du site d'étude

Les étangs d'Etrembières sont situés au cœur des périmètres de protection de Biotope du bois de Vernaz et des Iles d'Arve et de Natura2000 Vallée de l'Arve. Ils sont peu profonds et occupés par des roselières sur une partie de leur surface. L'inventaire naturaliste réalisé par MOSAIQUE ENVIRONNEMENT montre que ces roselières présentent un fort intérêt pour la reproduction des oiseaux paludicoles. De plus, les herbiers présents sont remarquables et sont fréquentés par des espèces d'odonates remarquables. Par conséquent, l'enjeu du site d'étude est considéré comme important comme le montre la figure suivante.

Le diagnostic écologique réalisé par MOSAIQUE ENVIRONNEMENT se trouve en annexe du présent document.

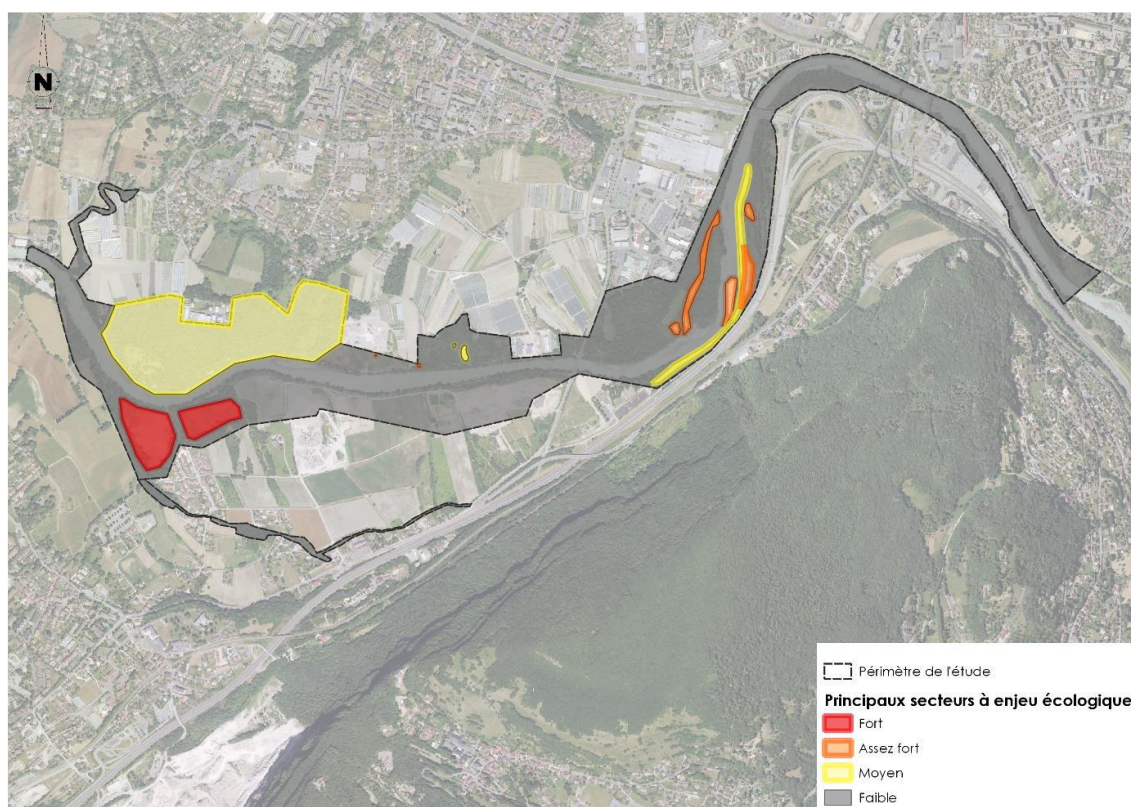


Figure 3 : Localisation des grands secteurs d'enjeu au sein du périmètre de l'étude et au travers de l'analyse bibliographique

Cependant, ces populations semblent être perturbées par une fréquentation humaine importante, en témoignent notamment les nombreux sentiers et zones de pêche disséminés sur tout le pourtour des étangs.

Il est à noter que les deux étangs des Iles sont séparés par une digue artificielle sous laquelle transite une canalisation d'eaux pluviales se rejetant en berge gauche de l'Arve. L'étang côté « est » est beaucoup plus sédimenté que celui côté « ouest ». Les 2 étangs ont été connectés dans les années 1990 par une petite buse de 20 cm de diamètre mais suite à différentes crues cette connexion a été complètement ensablée, elle n'a pas pu être retrouvée lors des dernières investigations.

2.2 Valorisation du site projetée

Le principe proposé est ainsi de restaurer écologiquement le secteur des étangs du Pas de l'échelle sur la commune d'Etrembières tout en conciliant la fréquentation du site avec les enjeux environnementaux.

Cette annexe hydraulique pourrait être alimentée par le ruisseau issu de la fontaine Jules César, selon un tracé séparé du ruisseau des Eaux Belles, ce qui indépendamment des aspects de renaturation, permettrait de créer une barrière physique limitant l'accès pédestre à la partie ouest des étangs des Îles (zone de refuge pour les oiseaux). L'extrémité ouest du lotissement des Eaux Belles, aujourd'hui en jardin gazonné et lieu de compostage, pourrait être « redonnée » à l'espace cours d'eau du Ruisseau des Eaux Belles, de manière à permettre la « recreation » d'un lit plus naturel et diversifié, séparé du ruisseau de la Fontaine Jules César.

Les terrassements liés à la réouverture de cette annexe hydraulique seront nécessairement couplés à l'éradication des renouées asiatiques très présentes sur cette surface, vraisemblablement au moyen de la technique de « criblage-concassage ». L'ouvrage actuel de régulation de la cote des étangs et de surverse dans l'Arve devrait être refait dans un positionnement légèrement plus en amont et à l'abri des principaux courants de crue de l'Arve.

La partie nord-ouest de l'étang des Îles verrait également la création de hauts-fonds végétalisés de roselières permettant de créer une barrière visuelle et d'atténuer les pressions sur cette même zone définie en tant que refuge pour les oiseaux. De même, si aucune protection de berge en tant que telle n'est prévue en rive gauche de l'Arve (digue entre Arve et étangs), des hauts-fonds créés en berge nord du plan d'eau ouest permettront de limiter les risques de déstabilisation tout en permettant un épaississement des franges ripicoles.

La digue entre les deux étangs pourrait avantageusement être supprimée pour partie côté nord pour favoriser les connexions entre les deux milieux. Cette digue abrite un réseau d'eaux pluviales se rejetant dans l'Arve. Ce réseau serait approfondi dès la suppression de la digue puis prolongé afin de maintenir son rejet direct dans l'Arve (limitation des risques de pollution des étangs).

Cette nouvelle configuration de la partie aval du Ruisseau des eaux Belles en lien avec les étangs des Îles et l'annexe hydraulique créée nécessite une refonte des accès existants. La digue centrale entre les étangs sera en partie « réouverte » et équipée d'un cheminement sur pilotis. Le cheminement actuel le long de l'Arve serait légèrement dévié vers l'amont avec un nouveau franchissement sous forme de passerelle au-dessus de l'annexe hydraulique restaurée. De même, en partie amont de l'annexe hydraulique, une section sur pilotis permettrait de surplomber le dévoiement des ruisseaux des Eaux belles et de la Fontaine Jules César. Ces deux franchissements de l'annexe hydraulique en hauteur auront l'avantage de limiter l'intrusion humaine dans les milieux humides restaurés.

Par conséquent, le projet de restauration a lieu dans des secteurs à forts enjeux et fortes sensibilités pour lesquels des mesures d'évitement et de réduction des incidences seront mises en place en phase travaux. **Néanmoins, la description précédente montre qu'il apportera une plus-value forte de fonctionnalité ainsi que pour la gestion des eaux et des végétations des deux étangs.** A terme, il pourrait être bénéfique à différentes espèces (Blongios Nain, Butor étoilé, Castor).

Un diagnostic écologique a été lancé avant le lancement de la phase PRO afin que le projet s'adapte aux enjeux dès le stade de conception. De plus, les préconisations de gestion suivantes seront respectées par le projet.

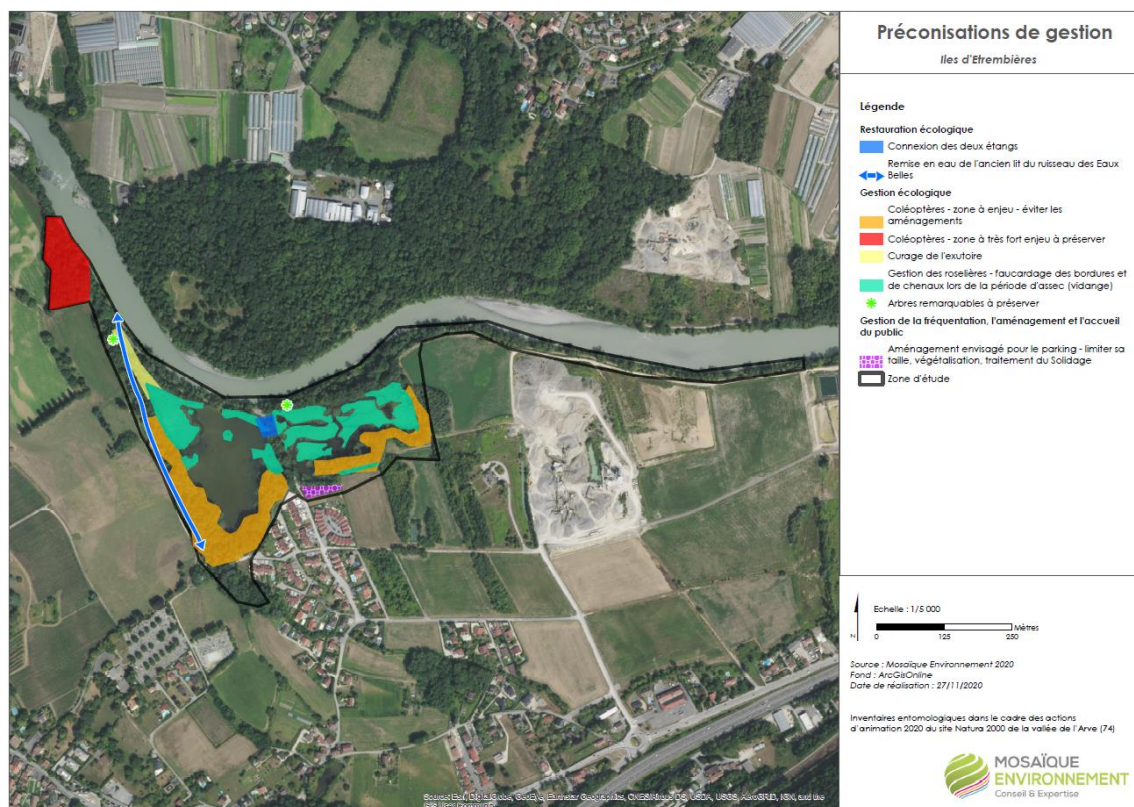


Figure 4 : Préconisation de gestion (Source : Mosaïque environnement)

3. FORMULAIRE N°14734*04 – DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS

Le formulaire N°14734*04 est joint au présent dossier.

4. INFORMATIONS NOMINATIVES RELATIVES AU MAITRE D'OUVRAGE OU PETITIONNAIRE

Le document CERFA n°14734 intitulés « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » est joint au présent dossier.

5. PLAN DE SITUATION A L'ECHELLE 1/25 000

Un plan de situation du projet à l'échelle 1/25 000 figure ci-après.

Restauration écologique du secteur des étangs du pas de l'échelle sur la commune d'Etrembières



Figure 5 : Situation du projet

6. PLAN DES ABORDS DU PROJET (100 M)

Un plan des abords du projet (100 mètres au minimum) figure ci-après.

Le plan prend la forme de photos aériennes datées et précise l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les cours d'eau.

Restauration écologique du secteur des étangs du pas de l'échelle sur la commune d'Etrembières

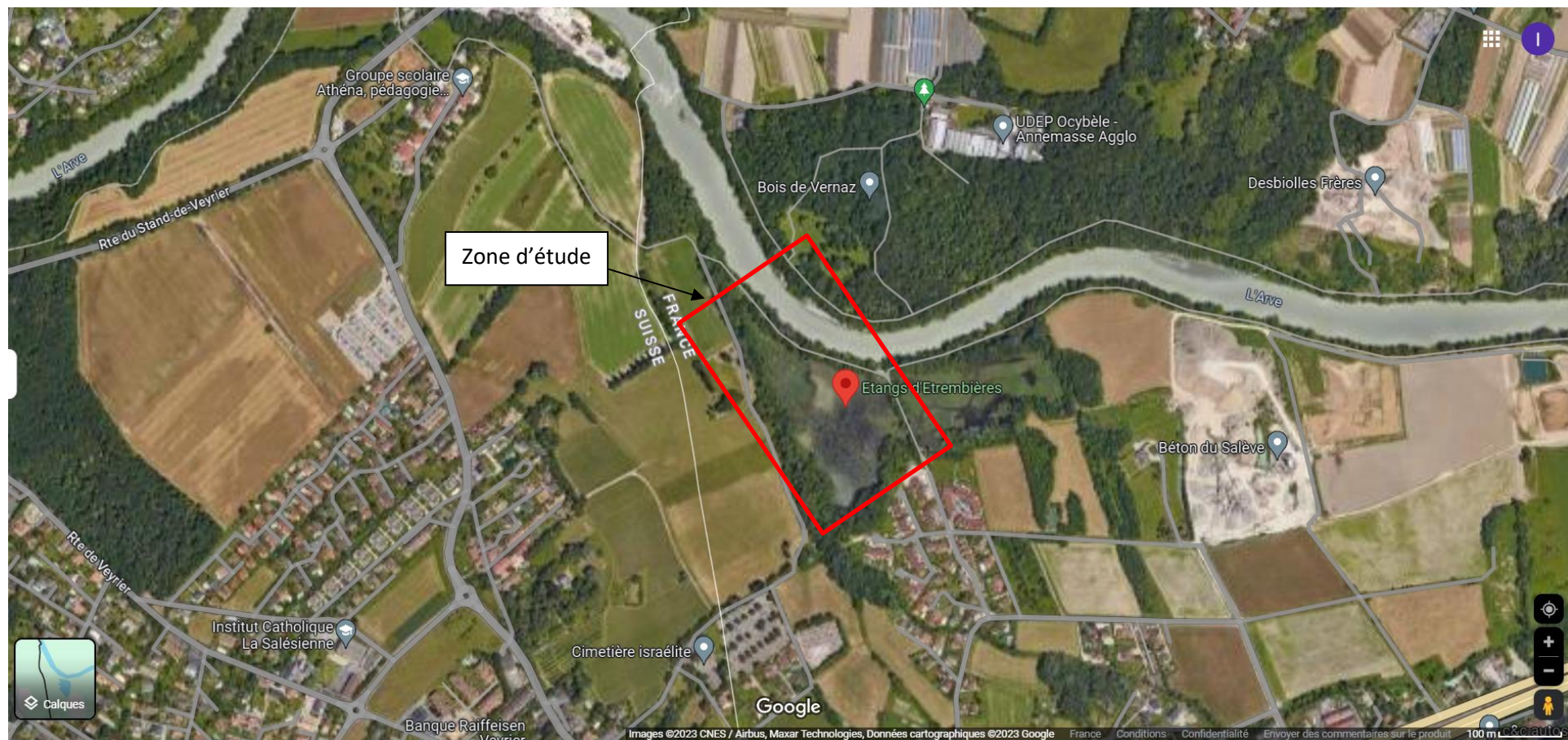


Figure 6 : Photographie aérienne des abords du site et mentions de l'affectation des terrains et constructions avoisinants et cours d'eau (Source : Google Maps)

7. PHOTOGRAPHIES DE LA ZONE D'ETUDE

Les photographies de la zone d'étude suivante ont été réalisées le 14 septembre 2020 par BIOTEC.

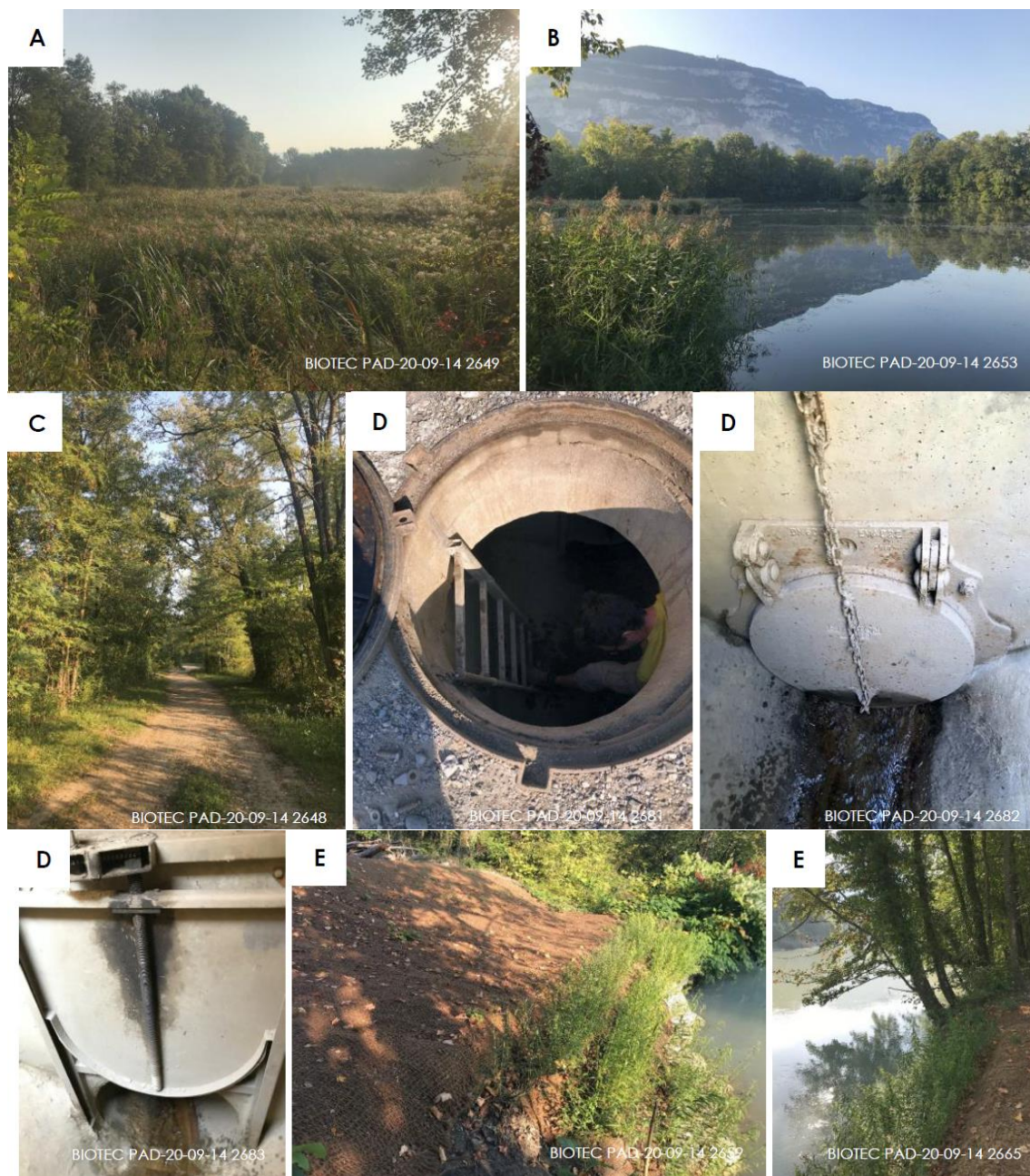


Figure 7 : Photographies de la zone d'étude (Source : BIOTEC)

- A. Etang côté « est » très sédimenté et occupé en quasi-totalité par une roselière ;
- B. Etang côté « ouest » ;
- C. Digue séparant les 2 étangs ;
- D. Canalisation d'eaux pluviales dans la digue séparant les 2 étangs ;
- E. Nouvel exutoire en berge gauche de l'Arve de l'ex- rejet pollué.

8. PLANS DU PROJET

Le plan de masse du projet figure ci-dessous et il est joint au présent dossier.

Restauration écologique du secteur des étangs du pas de l'échelle sur la commune d'Etrembières

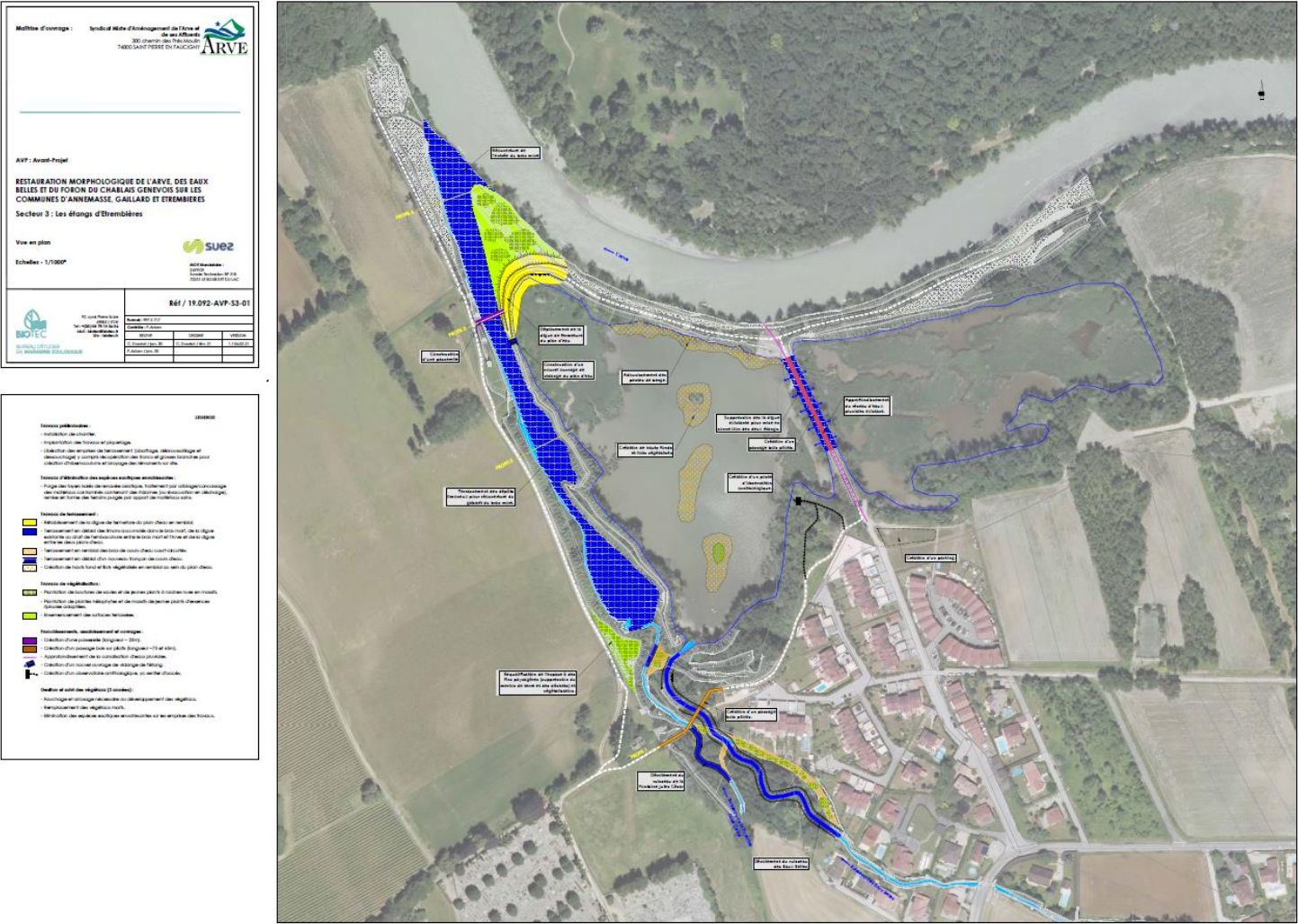


Figure 8 : Plan de masse du projet

9. LOCALISATION DU PROJET PAR RAPPORT AUX SITES NATURA 2000

Le projet se situe au sein d'un site Natura 2000 et à proximité d'un autre. Ils sont présentés ci-dessous :

Tableau 2 : Distance des sites Natura 2000 par rapport au projet (Source : INPN)

Type de zone	Nom et code	Distance du projet
Site Natura 2000 (Directive Habitat)	« Vallée de l'Arve » (FR8201715)	0 km
Site Natura 2000 (Directive Habitat)	« le Salève » (FR8201712)	1 km

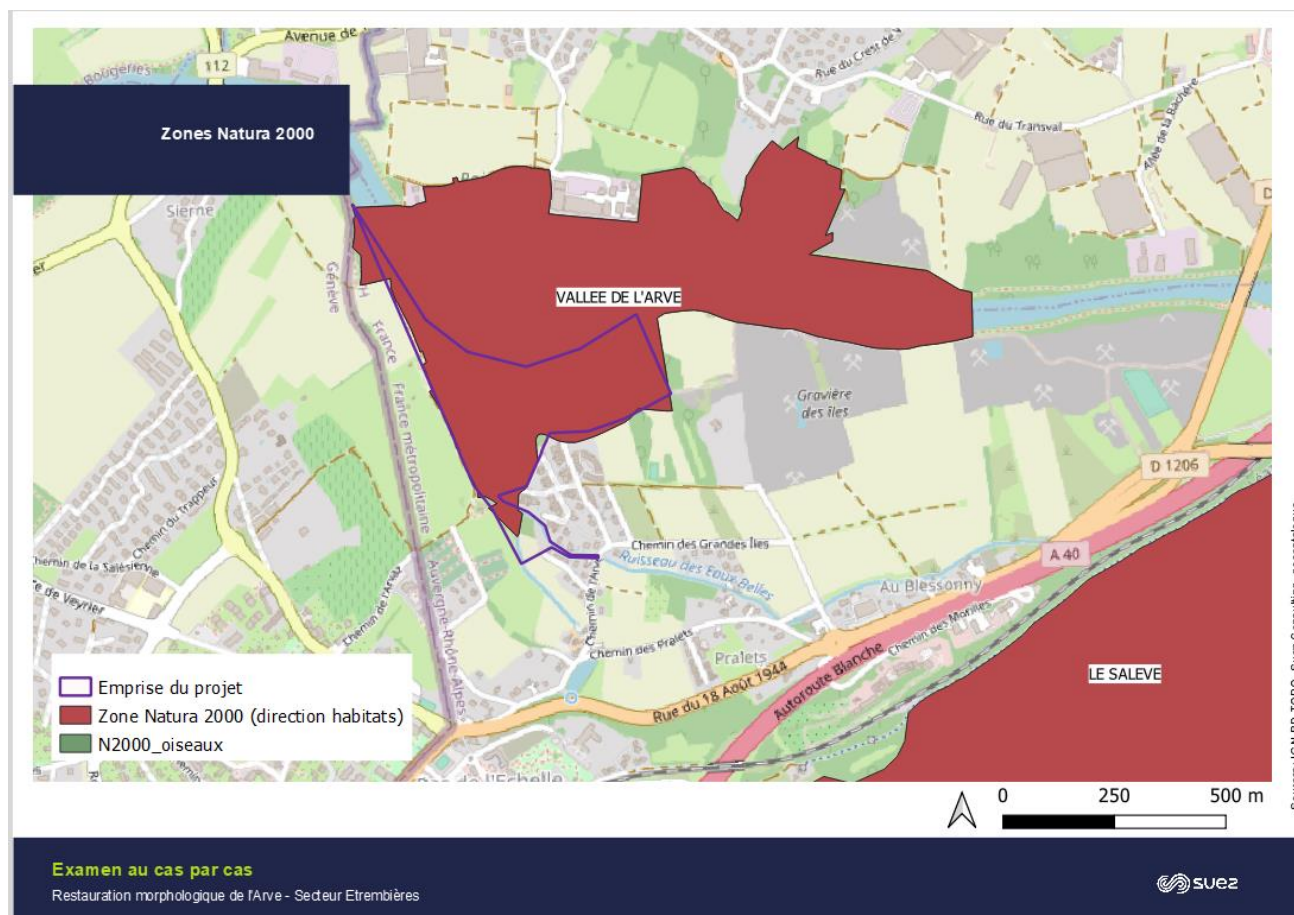


Figure 9 : Carte du projet par rapport site Natura 2000 (Source : Suez Consulting)

